

https://bibliothequefahrenheit.blogspot.com/2021/01/oeil-de-letat-moderniser-uniformiser.html?fbclid=IwAR0_s74IrW8LAqUGHqMdsAsaB_xTU6L1S6WUKQQLWqbUgn1ZFv9GLazKjIo#more
18 janvier 2021

L'OEIL DE L'ÉTAT - Moderniser, uniformiser, détruire

Dans son souci d'accroître la lisibilité et la simplification de manière à faciliter la levée de l'impôt, la conscription et la prévention des révoltes, l'État, dans l'Europe du début de l'ère moderne, s'est appliqué « à rationaliser et standardiser ce qui n'était auparavant qu'une sorte de hiéroglyphe social » (la langue, les noms de famille, les unités de mesure, les villes et les transports, les propriétés, les registres de population et les cadastres, etc). James C. Scott étudie les logiques bureaucratiques et scientifiques de projets « haut-modernistes » choisis parmi un vaste champ d'exemple de cette « ingénierie sociale », de la foresterie scientifique à l'urbanisme planifié Le Corbusier, en passant par la planification autoritaire en Tanzanie et la collectivisation de l'agriculture soviétique. Tous ont échoué. À l'encontre de ces « approches autoritaires centralisées et surplombantes », il défend le rôle de formes de savoirs pratiques qu'il nomme « mêtis ».

Il présente l'invention de la sylviculture en Prusse et Saxe à la fin du XVIIIe siècle, « comme métaphore de formes de savoir et de manipulation caractéristiques d'institutions puissantes et aux intérêts bien définis, parmi lesquelles les bureaucraties d'État et les grandes entreprises commerciales sont peut-être les exemples les plus significatifs ». En réduisant la forêt à son rendement des recettes de bois pouvant être extraites chaque année, était occulté tout ce qui ne rapportait pas un revenu : le feuillage employé comme fourrage, les fruits, les branches utilisées pour fabriquer des pieux par exemple ou les brindilles pour allumer le feu, l'écorce ou les racines utilisées pour préparer des médicaments, la sève qui servait à fabriquer de la résine, etc, mais aussi la flore et à la faune et toutes les interactions humaines avec la forêt (chasse, cueillette, fabrication du charbon de bois, rituel magique, refuge,...). « L'arbre réel et ses multiples usages possibles étaient remplacé par un arbre abstrait », considéré comme ressources économiques qu'il convient de gérer de manière efficace et profitable. À cette fin, les sous-bois furent dégagés, le nombre d'essence réduit jusqu'à une forme de monoculture, les plants furent mis en terre simultanément et en ligne droite. « Les forêts allemandes devinrent l'archétype de l'imposition des conceptions soigneusement organisées de la science sur une nature désordonnée », qui se répandit de façon hégémonique à la fin du XIXe siècle. Cependant, comme toutes les conceptions utopiques, celle-ci n'atteint pas son but de fournir un revenu uniforme et continu, du fait des tempêtes, des maladies, de la topographie du paysage, des changements climatiques, du feu, des insectes. La forêt monoculturale constitua un désastre pour les paysans même s'ils continuaient à y chasser et ramasser du petit bois. De plus cette simplification radicale eut des conséquences biologiques et commerciales tangibles dès la seconde rotation, avec une perte de production de vingt à trente pour cent. Une « foresterie réparatrice » tenta de créer une écologie virtuelle, avec des résultats inégaux, tout en niant la principale condition de sa soutenabilité : la diversité !

De la même façon, certaines pratiques sociales sont « impossibles à digérer bureaucratiquement » à moins de recourir à des formes d'abstraction et de simplification poussées et hautement schématisées. Ainsi dans la France absolutiste du XVIIe siècle, l'État ne disposait pas d'informations ni du quadrillage administratif qui lui aurait permis de percevoir de ses sujets un revenu régulier en phase avec leur capacité à payer. James C. Scott raconte la mise en place des unités de poids et de mesures communes afin d'établir un plan cadastral, ainsi que la résistance farouche que celle-ci du affronter. Parallèlement, il met en évidence la diversité et la variété déconcertantes des pratiques locales qui s'appliquaient à l'échelle humaine, liées à des activités particulières. « Les mesures sont résolument locales, intéressées, contextuelles et historiquement spécifiques. » Finalement la croissance des échanges marchands poussa à l'uniformisation des mesures, défendue par la philosophie des Lumières. « La Révolution, puis le renforcement de l'État sous Napoléon, imposèrent le système métrique en France et dans le reste de l'Empire. »

La complexité des rapports de propriété et d'occupation des sols, processus vivant impossible à geler dans un code rural, a été largement simplifiée et drastiquement uniformisée par l'État moderne : chaque parcelle est désormais détenue par un individu légal, identifié comme propriétaire et donc comme contribuable. Le cadastre a été institué pour référencer tous les biens fonciers, associé à un registre de propriété. L'auteur montre aussi comment les « formules abrégées au moyen desquels les percepteurs doivent approcher la réalité » ont aussi « le pouvoir de transformer les faits qu'elles relèvent », mais aussi comment les pratiques locales résistent à se conformer à la théorie de l'État.

Il explique ensuite comment les villes se sont construites sans plan d'ensemble ni logique géométrique propre, illisibles à la fois pour ses visiteurs et pour les élites extérieures. L'historien de l'urbanisme

Lewis Mumford situe l'origine moderne européenne de la symbiose entre un État fort et une ville construite selon un plan uniforme, au cœur du style baroque, ouvert et lisible, de la cité-État italienne. Les villes construites à partir de rien, Chicago par exemple, suivent un plan presque utopique. Cet ordre géométrique de l'habitat humain apparaît de façon évidente de l'extérieur plutôt qu'au niveau du sol et son organisation n'est pas forcément répercuté sur le quotidien des habitants. Le vaste projet parisien d'Hausmann et de Napoléon III visait avant tout à protéger la cité réaménagée contre les insurrections populaires. Il constituait également une mesure de salubrité publique et imposa une forte ségrégation sociale de la population, reléguant les pauvres vers les quartiers de la périphérie.

De la même façon, le remplacement des pratiques coutumières particulièrement riches d'attribution de noms à travers le monde, dont l'invention de patronymes permanents et transmis des parents aux enfants fut le dernier épisode, fut initié par l'État, dans le but de permettre aux autorités d'identifier sans ambiguïté la majorité de ses citoyens. L'imposition d'une langue officielle et unique constitue « un phénomène de colonisation intérieure ». Un schéma non centralisé des transports correspondrait « aux mouvements réels des biens et des personnes selon des routes non créées par le *fiat* administratif », non pas au hasard mais reflétant la plus grande facilité à voyager. L'Étoile Le Grand, du nom du directeur des Ponts et Chaussées, véritable esthétique centralisatrice, défiait la logique commerciale et la rentabilité, en reliant à Paris sept destinations, pour permettre le contrôle militaire de la nation dans son ensemble, depuis la capitale.

Un grand nombre d'épisodes tragiques de constructions étatiques de la fin du XIXe et du XXe siècle trouvent leur source dans l'association pernicieuse de « l'aspiration à ordonner administrativement la nature et la société », de « l'usage sans limite du pouvoir instrumental de l'État moderne » et d' « une société civile affaiblie ou prostrée et incapable de s'opposer à ces plans ». S'il existe une « forme d'utopiste haut-moderniste de droite », la majeure partie de l'ingénierie sociale massive par l'État a été le fait d'élites progressistes, voire révolutionnaires, puisque celles-ci arrivaient souvent au pouvoir en portant une critique globale de la société en place et en s'appuyant sur un mandat populaire pour la transformer. James C. Scott définit le haut-modernisme comme une version forte de la foi dans le progrès scientifique et technique associé à l'industrialisation, incarnant une vision notoirement exubérante de la manière dont les bénéfices de ce progrès peuvent être investis dans tous les champs de l'activité humaine. À cette époque, « il devint possible d'imaginer une société artificielle, fabriquée, conçue non par la force des coutumes et des accidents de l'histoire, mais suivant des critères scientifiques conscients et rationnels. » Le haut-modernisme implique une rupture radicale avec le passé, assimilé aux superstitions, aux mythes et aux croyances religieuses, incompatibles avec des modes de production et de vie sociale conçus scientifiquement. Il considère que le destin de l'homme est de dompter la nature selon ses intérêts et sa sécurité. L'auteur date sa « naissance » à la mobilisation allemande durant la Première Guerre mondiale. En s'appuyant sur l'organisation minutieuse du travail en mouvements isolables, précis et répétitifs par Frederick Taylor et la rationalisation du corps humain par le *Kaiser Institut für Arbeitsphysiologie*, l'Allemagne mit en place une « économie de guerre », planification étape par étape de la production industrielle, de l'approvisionnement, du transport, du contrôle des prix et du rationnement.

Les projets d'urbanisme de Le Corbusier, réalisés ou non, sont conçus pour « produire un impact visuel puissant en tant que forme » et n'accordent aucun compromis avec le passé : « mariage lyrique entre les formes pures cartésiennes et les besoins implacables de la machine ». Ils appliquent le principe de séparation fonctionnelle dans tous les domaines, y compris dans la circulation puisqu'ils supprimaient jusqu'au mélange des piétons et des véhicules. Ils imposèrent la ligne droite et l'angle droit dans les standards de construction internationaux. « Lorsque deux fonctions doivent être remplies par une même infrastructure ou un plan unique, les compromis deviennent vite des affaires épineuses. (...) La ségrégation des fonctions devait ainsi permettre au planificateur de penser avec plus de clarté et d'efficacité. » La ville de Le Corbusier obéit aux « principes d'urbanisme » de la « mort de la rue » et du « Plan : dictateur ». Se considérant comme génie technique exigeant le pouvoir au nom des vérités qu'il détenait, il proposa des plans pour la Société des Nations, pour Moscou, auprès de l'élite soviétique, pour le centre de Paris, « La Ville radieuse », et l'ensemble du territoire français, pour un nouvel Alger, pour la capitale de province à Chandigarh. « La ville de Le Corbusier était conçue en premier lieu comme un atelier de production. Les besoins humains y étaient scientifiquement définis par le planificateur. »

Brasilia, construite plus ou moins selon les directives de Le Corbusier et du CIAM, se rapproche pratiquement de la ville haut-moderniste. Habitat, travail, loisirs, circulation et administrations y sont spatialement segmentés, sans aucune référence aux habitudes, pratiques et traditions du passé du Brésil, ni à ses villes. La rue et les places y sont éliminées comme lieu de la vie publique. En comparaison avec la

monumentale place des Trois Pouvoirs, la place rouge et la place Tiananmen paraissent conviviales et intimistes. La première génération de résidents a témoigné d'un rejet de la standardisation et de l'anonymat de la vie dans la capitale brésilienne. Scott raconte aussi comment, dès le départ, rien ne s'est déroulé comme prévu. La population des sites de constructions dépassant les capacités des logements temporaires prévus, les travailleurs fabriquèrent des baraquements de fortune sur des terrains alentour, puis construisirent de véritables maisons lorsque leur famille les rejoint. En 1980, 75% de la population de Brasilia habitait dans ces logements non prévus, tandis que la ville planifiée n'accueillait qu'à peine la moitié des 557 000 habitants envisagés. Un grand nombre de riches ont également fait bâtir leurs propres résidences individuelles fermées. Ces « Brasilia imprévus » ne sont pas accidentelles, mais symbiotiques de la Brasilia planifiée. Chandigarh, conçue également pour transformer le pays, déboucha tout autant sur une ville imprévue, contredisant à la périphérie et dans les marges l'ordre austère régnant au centre.

Jane Jacobs a contribué à une critique solide et étayée de l'urbanisme haut-moderne, abordant la ville depuis le niveau de la rue. Elle soutint que « l'idée que les urbanistes se faisaient d'une ville ne correspondait ni à ses fonctions sociales et économiques réelles ni aux besoins individuels des habitants (les deux étant liés). Leur plus grande erreur tenait à la conception purement esthétique de l'ordre » alors qu'il n'y a pas concordance entre l'aspect bien ordonné de l'ordre géométrique et les systèmes qui répondent effectivement aux besoins quotidiens. Selon elle, la ville pensée comme un organisme social est une structure vivante, en changement constant et pleine de surprises, que la planification encourt toujours le risque de trancher sans le savoir. L'urbaniste est incapable de créer de toutes pièces une communauté fonctionnant convenablement, alors qu'un quartier, dans un contexte démocratique, peut se battre pour créer ou maintenir des écoles des parcs, des services urbains fondamentaux, un habitat décent.

Lénine, haut-moderniste convaincu, concevait la révolution comme un projet complexe qui devait être confié « au professionnalisme et au savoir scientifique de cadres hautement formés disposant des pleins pouvoirs pour les mener à bien », un parti d'avant-garde qui devait former les prolétaires afin de les intégrer dans une armée révolutionnaire disciplinée. « Lénine croyait que la science du matérialisme dialectique donnait au parti accès à une perspective unique sur le processus révolutionnaire et lui permettait de s'ériger en leader d'une classe ouvrière qui, en son absence, était condamnée à demeurer désorganisée et bernée idéologiquement. » James C. Scott montre comment « le plan haut-moderniste de la révolution ne fonctionna pas mieux en pratique que les plans haut-modernistes de Brasilia et Chandigarh. » En effet, la révolution russe ne fut pas initiée par les bolcheviks mais par la spontanéité des masses dont Lénine se méfiait tant. Ils ne firent que de s'en emparer, une fois celle-ci accomplie. Les ouvriers prirent le contrôle des usines et le pouvoir municipal, les paysans se saisirent des terres, les soldats jetèrent leurs armes et s'en retournèrent chez eux, tous sans la moindre coordination centralisée. Les bolcheviks durent autant faire la guerre contre les « Blancs » que contre ces forces autonomes. Il s'emparèrent des soviets, imposèrent le contrôle du travail et l'abrogation du droit de grève, la collectivisation des campagnes. Le parti d'avant-garde assura l'exercice de l'autorité de l'État après la prise du pouvoir et se représenta, réécrivant l'histoire de façon à ce qu'elle corresponde aux orientations utopiques décrites dans *Que faire ?*, comme l'instigateur du processus. Rosa Luxemburg avait perçu la complexité et l'imprévisibilité du processus révolutionnaire et réfuté les arguments de Lénine, lui opposant la créativité autonome de la classe ouvrière. Elle considérait l'ultra-centralisme défendu par celui-ci comme stérile et immoral : « les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur "Comité central". » Alexandra Kollontaï porta une critique similaire depuis l'intérieur, plaidant pour une forme de gestion partagée de l'industrie avec les syndicats et leur longue expérience pratique.

« La plupart des États (...) sont plus "jeunes" que les sociétés qu'ils entendent administrer. » Pour rendre les zones rurales, leurs productions, leurs habitants, plus identifiables et accessibles par le centre, de nombreux projets de « simplification agraire » ont été entrepris. Après être revenu sur l'exemple de l'Asie du Sud-Est pré-coloniale qu'il connaît bien et a déjà longuement étudié dans [ZOMIA ou l'art de ne pas être gouverné](#), James C. Scott examine la collectivisation en Union soviétique et les villages *ujamaa* en Tanzanie. Il rappelle ce paradoxe de la politique coloniale agraire en Asie du Sud-Est : à l'exception de la canne à sucre, le rendement des petites exploitations dépassait toujours celui des grandes unités de production. Les plantations, malgré un meilleur suivi scientifique et une main d'œuvre plus abondante, ne donnaient pas de meilleur rendement que les petits producteurs au coûts fixes bas et à la main d'œuvre familiale. En revanche, elles étaient plus faciles à surveiller et constituaient des unités fiscales plus pratiques. Il montre aussi que la volonté de rationaliser l'agriculture à grande échelle participait d'une foi partagée à travers le monde, autant aux

États-Unis qu'en Union soviétique. Il relate différentes expériences qui toutes se sont révélées désastreuses, de la ferme Campbell en 1918, dont s'inspirèrent pourtant les agronomes russes, très impressionnés par la mécanisation avancée. De leur côté, les Américains admiraient la collectivisation soviétique et enviaient leur absence de contraintes. « À la différence du plan, la ferme n'était pas hypothétique, générique ou abstraite, mais singulière, complexe et imprévisible, avec sa combinaison unique de sols, sa structure sociale, sa culture administrative, son climat, ses structures politiques, ses machines, ses routes et les pratiques et compétences professionnelle de ses employés. »

Entre 1930 et 1934, Staline, voyant qu'il ne pourrait « liquider les koulaks » ni collectiviser à l'aide des soviets ruraux, envoya 25 000 communistes et prolétaires urbains, leur donnant les pleins pouvoirs pour réquisitionner les récoltes, réprimer et collectiviser. L'État « gagna » cette « guerre » contre la paysannerie en faisant des millions de morts. Les sovkhozes et les kolkhozes n'atteignirent aucun objectif si ce n'est celui du contrôle politique, ne réussirent pas à augmenter la production, ni à devenir des exploitations technologiquement efficaces. L'agriculture collectivisée persista cependant longtemps, grâce aux improvisations, au marché gris, au troc et à l'ingéniosité qui ont en partie compensé ses échecs.

De la même façon, la villagisation en Tanzanie, entre 1973 et 1976, fut un échec économique et écologique, mais garantit le contrôle de la population rurale par le pouvoir central. N'ayant aucunement tenu compte des savoirs locaux, des pratiques des cultivateurs et des bergers, ses concepteurs ne purent s'assurer de la coopération de ceux-ci. Sous la bannière du développement, ce programme ressemblait à une vaste plantation d'État. Toutefois, là encore, les avantages tactiques dont jouissaient les paysans tanzaniens, leurs stratégies de fuite, leur production et leurs échanges non officiels, la contrebande et leur peu d'empressement, évitèrent d'aboutir en pratique à la catastrophe qui s'annonçait.

En Éthiopie, la réimplantation fut plus brutale et mit fin à un héritage précieux d'agriculture locale et de savoir pastoral. Combinée à la sécheresse, elle déboucha sur la famine que les liens sociaux détruits avaient jusqu'à présent su éviter.

La logique à l'oeuvre dans l'agriculture haut-moderniste est la même. La simplification radicale conduit à la seule recherche de la maximisation du rendement des récoltes et du profit. Exportée au tiers-mode, la planification agricole a échoué en raison de sa « myopie systématique et cyclopéenne ». L'incapacité à reconnaître ou à incorporer les savoirs produits en dehors de son paradigme, ont fortement limité l'utilité des prétentions de la science agronomique.

L'éternelle inquiétude des cultivateurs de ne pas mourir de faim, les a incité à créer une grande variété de cultivars, de « variétés de pays », dont l'étendue correspondait à l'immense diversité des finalités humaines. « L'agriculture moderne et scientifique – caractérisée par la monoculture, la mécanisation, les semences hybrides, l'emploi d'engrais et de pesticides et la forte intensité capitaliste – a engendré un niveau de standardisation sans précédent. » La photo-ingénierie permet d'adapter, par sélection naturelle, le monde naturel au traitement mécanique, au détriment du goût et des qualités nutritionnelles. Cependant, la monoculture et l'uniformité génétique favorisent les épidémies, tandis que la diversité est une barrière contre leur propagation. L'utilisation massive de pesticides représente moins un progrès scientifique qu'« une dimension intégrante de la vulnérabilité génétique ». Contrairement aux idées reçues, il s'avère que nombre de pratiques locales contrevenant aux « dogmes du catéchisme de l'agriculture haut-moderniste », étaient scientifiquement fondées et même dans certains cas préférables aux prescriptions : polyculture, culture itinérante, entretien de la fertilité des sols plutôt que l'apport d'engrais, plasticité des innovations, constamment ajustées et modifiées, dans les pratiques indigènes. Scott prend plaisir – qu'il sait parfaitement faire partager – à cette démonstration, puis s'attaque aux « hypothèses simplificatrices des sciences agricoles » : de même que les formules des lois de Newton rendent le calcul des orbites de deux corps fort simple, tandis que la réalité est toujours bien plus complexe, l'isolation des variables par la science expérimentale, appliquée à l'agronomie, ne tient pas compte des multiples interactions extra-expérimentales. Il prend l'exemple du DDT qui permit effectivement de tuer les moustiques, mais dont l'épandage avait d'autres conséquences imprévues puisqu'en dehors du champ de vision de la recherche. « Si la logique de l'agriculture réelle s'apparente à une réponse pratique et pleine d'inventivité à un environnement hautement instable, la logique de l'agriculture scientifique consiste quant à elle à plier autant que possible l'environnement à ses formules centralisatrices et normalisatrices. » Les dogmes du haut-modernisme, comme autant de « talismans de la vraie foi », dénués de distance critique, et donc fondamentalement non scientifique, portent la responsabilité de leurs échecs. « La prétention impérialiste du modernisme scientifique n'admet le savoir que s'il lui parvient par la voie de la méthode expérimentale. Les pratiques traditionnelles, telles qu'elles sont codifiées sous forme d'usages et d'adages populaires, sont présumées ne mériter aucune attention ni processus de vérification. »

« Par elles-mêmes, les règles simplifiées ne peuvent en effet jamais générer de communauté, de ville ou d'économie florissante. De façon plus explicite, on peut avancer que l'ordre formel se comporte toujours dans une très grande mesure comme un parasite aux dépens des processus informels, dont il ne reconnaît pas la présence mais sans lesquels il ne pourrait pas exister, et qu'il ne peut ni créer ni maintenir par lui-même. » Dans un ultime chapitre, James C. Scott explore ces savoirs locaux capable d'évolution constante, qu'il appelle mētis. « D'une manière générale, la mētis représente un large éventail de savoir-faire pratiques et d'intelligence développés en s'adaptant sans cesse à un environnement naturel et humain en perpétuel changement. » En présentant l'étendue et les résultats possibles de la mētis, la puissance du savoir pratique reposant sur l'observation extrêmement fine et attentive de l'environnement, il montre de quelles connaissances se sont privés les projets haut-modernistes en imposant leurs plans sans concertation. « Le tempérament expérimental des peuples "préscientifiques", souvent motivés par des menaces mortelles, a mené à de nombreuses découvertes importantes et utiles. » Les Indiens d'Amérique du Sud consommaient l'écorce des arbustes quinquinas pour soigner la malaria, par exemple. Et la variolisation était largement pratiquée bien avant le développement de la vaccination. Les trois quart de la pharmacopée moderne pourraient dériver de traitements traditionnels. Ainsi, « le haut-modernisme a eu rhétoriquement besoin de cet "autre", de ce jumeau de l'ombre, afin pouvoir se présenter lui-même comme l'antidote à ce sous-développement. » La destruction de la mētis n'est pas un effet secondaire du progrès économique, mais fait partie du « projet », jamais entièrement couronné de succès, des activités de l'État et du capitalisme bureaucratique à grande échelle. « La logique qui anime ce projet de substitution, néanmoins, est une logique de contrôle et d'appropriation. »

James C. Scott se défend pourtant de faire le procès du haut-modernisme ou des simplifications étatiques, leur reconnaissant des mérites en matière de santé publique, de sécurité sociale, d'éducation publique universelle, de citoyenneté notamment. Il met en garde « contre le danger de l'association des prétentions universalistes du savoir épidémique et de l'ingénierie sociale autoritaire ».

En conclusion, il préconise de procéder à petits pas, de préférer la réversibilité, de s'attendre à des surprises et de compter sur l'inventivité humaine. Les environnements complexes, divers et animés contribuent « à produire une population compétente, flexible et résiliente jouissant d'une grande plus grande expérience pour faire face aux défis et prendre des initiatives », au contraire des environnements étriés et planifiés. « La logique de l'ingénierie sociale à cette échelle consiste à produire les sujets que ses plans avaient présumés au départ. » Il plaide aussi « en faveur d'institutions qui seraient multifonctionnelles, d'une grande plasticité, diverses et assez souples pour pouvoir s'adapter – en d'autres termes, des institutions profondément façonnées par la mētis ».

Impressionnant par l'ampleur des champs étudiés, cet ouvrage est un réquisitoire implacable contre « l'impérialisme » de la planification étatique, bureaucratique et capitaliste, un vibrant hommage à l'intelligence collective, une preuve de confiance en ceux qui pensent que « le chemin se crée en marchant », comme dit le poète.

L'OEIL DE L'ÉTAT

Moderniser, uniformiser, détruire

James .C Scott

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Olivier Ruchet

546 pages – 28 euros

Éditions La Découverte – Paris – Janvier 2021

Ouvrage initialement publié sous le titre : *Seeing Like A State. How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed* – Yale University Press – 1998

www.editionsladecouverte.fr/l_oeil_de_l_etat-9782348057359